

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 CHAMBERY

Chambéry, le 30/09/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



SABLIERES DE SAINTE HELENE SAS

Chez Granulats VICAT
110, route des peupliers
73200 GILLY SUR ISERE

Références : 20220617-RAP-InspSablieresSteHelene-Georisques
Code AIOT : 0006101632

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée, le 17/06/2022, dans l'établissement SABLIERES DE SAINTE HELENE SAS implanté au 1747, route des JO sur la commune de STE HELENE SUR ISERE (73460). L'inspection a été annoncée le 15/06/2022.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite du site est intervenue dans le cadre d'une inspection thématique "Action régionale Remblayage" faisant suite à la délivrance, en octobre 2021, d'une autorisation de modification des conditions d'exploitation et de remise en état de la carrière.

Cette inspection avait donc pour objectif de contrôler le respect des prescriptions nouvelles relatives à l'acceptation et à la mise en oeuvre des déchets inertes par remblayage ainsi qu'à la surveillance quantitative et qualitative des eaux souterraines et superficielles au droit du site. Enfin, elle visait à sensibiliser l'exploitant sur la mise en place, depuis le 01/01/2022, d'un registre national électronique des déchets, terres et sédiments (RNDTS) pour ce qui relève de la transmission des informations constitutives des registres chronologiques définies par l'arrêté ministériel du 31/05/2021.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SABLIERES DE SAINTE HELENE SNC
- 1747, route des JO 73460 STE HELENE SUR ISERE
- Code AIOT : 0006101632
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

La société "Sablières de Sainte Hélène SAS" (groupement de sociétés représenté majoritairement par la société Granulats Vicat, filiale du groupe Vicat) a été initialement autorisée, par arrêté préfectoral du 25/10/1996 à exploiter une carrière alluvionnaire en eau (sables et graviers) sise au lieu-dit « Le Vernet » à Sainte Hélène sur Isère. Par arrêté préfectoral du 20/11/2012, la société a été autorisée à poursuivre et à étendre son autorisation d'exploiter. Sont autorisées au titre de la nomenclature des installations classées (ICPE), les activités d'extraction de matériaux (production maximale annuelle de 150 000 tonnes - Rubrique 2510-1), de traitement de matériaux (puissance totale des installations de 600 kW - Rubrique 2515-1) et de distribution de carburant (débit équivalent inférieur à 20 m3/h - Rubrique 1434-lb).

Par arrêté préfectoral complémentaire du 25/10/2021 portant modifications des conditions d'exploitation et de réaménagement, l'exploitant a été autorisé à modifier les conditions de remise en état du site, la société ayant sollicité :

- la possibilité d'accueillir des déchets inertes extérieurs, à des fins de valorisation par remblayage partiel du plan d'eau issue de l'extraction des matériaux alluvionnaires au sein de la carrière ;
- la modification de la remise en état de la carrière, en recréant des terrains agricoles.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Dispositions préliminaires (création des accès, d'un quai de déchargement, affichage, implantation de repères alphanumériques ...) ;
- Conduite de l'exploitation (méthodologie d'exploitation, procédure d'acceptation préalable, tracabilité des déchets) ;
- Phasage / Plan d'exploitation ;
- Contrôle du suivi quantitatif et qualitatif des eaux souterraines et superficielles ;
- Constitution et actualisation des garanties financières ;
- Télédéclaration annuelle GERE (déchets, "enquête annuelle carrière").

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- **« avec suites administratives »** : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- **« susceptible de suites administratives »** : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- **« sans suite administrative »**.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Remblayage	Arrêté Préfectoral du 25/10/2021, article 3.3.2.6	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Remblayage	Arrêté Préfectoral du 25/10/2021, article 3.1	/	Sans objet
2	Remblayage	Arrêté Préfectoral du 25/10/2021, article 3.2.1 et 3.3.1	/	Sans objet
3	Remblayage	Arrêté Préfectoral du 25/10/2021, article 3.2.4 point I	/	Sans objet
4	Remblayage	Arrêté Préfectoral du 25/10/2021, article 3.3.2.2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Remblayage	Arrêté Préfectoral du 25/10/2021, article 3.3.2.3	/	Sans objet
6	Remblayage	Arrêté Préfectoral du 25/10/2021, article 3.3.2.4	/	Sans objet
7	Remblayage	Arrêté Préfectoral du 25/10/2021, article 3.3.2.5	/	Sans objet
9	Remblayage	Arrêté Préfectoral du 25/10/2021, article 1.3.3 et 1.3.4	/	Sans objet
10	Protection des ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 25/10/2021, article 2.1.1	/	Sans objet
11	Protection des ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 25/10/2021, article 2.2	/	Sans objet
12	Réglementation générale	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4 – Point V	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a montré que l'exploitant a bien intégré les nouvelles prescriptions de son arrêté préfectoral complémentaire d'octobre 2021.

A cet effet, il a mis en oeuvre les mesures organisationnelles et matérielles permettant la réalisation de procédures d'acceptation préalable des déchets et leur tracabilité ainsi que le suivi qualitatif et quantitatif des eaux souterraines et superficielles au droit du site d'exploitation. Enfin, il a justifié de la constitution effective des garanties financières prescrites et de l'actualisation réglementaire de leur montant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Remblayage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/10/2021, article 3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Phasage du remblayage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le phasage d'extraction tel que défini à l'article 7.4 de l'arrêté préfectoral du 20 novembre 2012 reste inchangé. Le remblaiement de la carrière pourra débuter à compter de la notification du présent arrêté préfectoral. Les opérations de remblaiement se feront suivant deux phases : période 2021-2022 ; période 2023-2027.

<p>La vitesse de remblaiement est totalement dépendante des volumes générés par les chantiers. Les premières centaines de milliers de mètres cube de déblais qui seront déversés dans le plan d'eau, durant la première période, ne créeront peu ou pas de surfaces émergées car les matériaux fluent à plus de 100 m de distance avant de se déposer définitivement.</p> <p>Afin de ne pas indisposer la qualité des matériaux en cours d'extraction, le remblaiement commencera par le sud du plan d'eau, au plus loin des zones d'extraction. La berge Sud sera partiellement remblayée afin d'aménager un quai de déchargement et le point de verse des matériaux serait situé au plus près de l'île, sans remblayer les zones de haut-fond. Les remblais seraient orientés préférentiellement en s'éloignant le plus possible de la zone en cours d'extraction.</p>
<p>Constats : L'exploitant a indiqué que le phasage prescrit à l'annexe 2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation a d'ores et déjà subi un décalage/retard puisque les opérations de remblayage n'ont débuté qu'à compter du mois de mars 2022. Pour autant, le site se situe bien en phase de remblayage n°1 (période 2021-2022).</p> <p>Les constats visuels opérés le jour de l'inspection confirment que le remblayage a bien débuté sur le secteur Sud du plan d'eau (soit au plus loin des zones d'extraction). La berge Sud a été partiellement remblayée afin d'aménager un quai de déchargement ainsi qu'un point de verse des déchets de remblayage dans le plan d'eau (un merlon périphérique de sécurité a été constitué en matériaux sur tout le pourtour de la plateforme). Un portail métallique (équipé d'un dispositif de fermeture par clé) a été implanté sur ce même secteur, en bordure de la voirie publique, afin de permettre un accès direct des camions au quai de déchargement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 2 : Remblayage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/10/2021, article 3.2.1 et 3.3.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Nature, quantités et provenance des déchets</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 3.2.1 : La nature des déchets admis sur le site et les déchets interdits sont indiqués au chapitre 3.2. Concernant les apports extérieurs de déchets inertes destinés au remblayage, les quantités autorisées sont les suivantes : 300 000 m³/an soit 540 000 t/an [...]. Les déchets inertes admis sur le site proviennent exclusivement du département de la Savoie et départements limitrophes.</p> <p>Article 3.3.1 : Le seul déchet admissible est le suivant : 17 05 04 Terres et pierres (y compris déblais) à l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe, et des terres et pierres provenant de sites contaminés.</p>
<p>Constats : L'exploitant tient à jour un registre chronologique d'admission afin d'assurer la traçabilité des flux de déchets inertes entrants sur le site en vue des opérations de remblayage (format électronique en lien avec le logiciel de pesée). Le contrôle par sondage du registre d'admission n'a pas montré l'admission de déchets inertes provenant hors des zones de chalandises prescrites (département de la Savoie et départements</p>

limitrophes).
Depuis mars 2022, un peu moins de 7000 m3 de déchets inertes ont été admis sur site dans le cadre des opérations de remblayage. Le flux annuel entrant maximum prescrit était donc respecté au jour de l'inspection.
Le jour de la visite, il n'y avait pas de stocks de déchets inertes en attente de remblayage . Pour autant, la nature des déchets affleurants dans le point d'eau et présents en bordure de la verse correspondait bien a celle prescrite (terres et pierres y compris déblais). L'exploitant a précisé que le site de Sainte Hélène n'accepte pas de déchets provenant de chantiers diffus mais uniquement de gros chantiers et ce afin de faciliter la traçabilité et surtout de garantir une qualité maximale. L'ensemble des déchets admis sur site transite auparavant sur le site Granulats Vicat de Gilly sur Isère ou ils sont pesés et subissent un premier contrôle visuel.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Remblayage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/10/2021, article 3.2.4 point I
Thème(s) : Risques chroniques, Plan d'exploitation des zones de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I. L'exploitant tient à jour un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre mentionné à l'article 3.2.2.6 suivant une grille de 50 mètres par 50 mètres maximum. Ce plan coté en plan et altitude permet d'identifier les parcelles où sont entreposés les différents déchets.
Constats : En séance, l'exploitant a présenté un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre chronologique d'admission mentionné au point de contrôle précédent (fond de plan à jour du 04/10/2021). L'exploitant a précisé que le maillage utilisé sur site correspond à une grille de 30 mètres par 30 mètres. La présence de repères alphanumériques métalliques (rouge) a été relevée sur les secteurs concernés. A ce jour, le remblayage est réalisé dans le carreau "I6" (donnée indiquée par ailleurs sur le registre chronologique d'admission).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Remblayage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/10/2021, article 3.3.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Procédure d'acceptation préalable
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis. L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets sont les seuls visés à l'article 3.2.1 du présent

arrêté.
<p>L'exploitant s'assure qu'ils ne proviennent pas de sites contaminés. En cas de présomption de contamination des déchets, c'est-à-dire lorsque les déchets proviennent d'un site reconnu contaminé, ou dès lors qu'ils ont été au contact de sources potentiellement polluantes (citernes d'hydrocarbures, activités passées en surface à caractère polluant...), et avant leur arrivée dans la carrière, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe 6.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant assure une traçabilité des déchets inertes entrants dans l'installation en vue des opérations de remblayage.</p> <p>En séance, l'exploitant a présenté un document intitulé "Consigne acceptation et gestion des inertes - site de Gilly/Montaille/Saint Hélène (indice 1 à jour du 18/02/2022 intégrant les modifications induites par l'arrêté préfectoral complémentaire du 25/10/2021 relatif au site des Sablières de Sainte Hélène).</p> <p>Comme son nom l'indique, ce document précise au personnel des différents sites les modalités d'acceptation des déchets inertes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Acceptation des déchets inertes sur le site de Gilly (Règles générales - Avant/au/après bennage) ; - Contrôle des matériaux ; - transfert sur sites de Montaille et de Sainte Hélène (enfouissement) ; - Suivi des BSD (Bordereaux de Suivi de Déchets) ; <p>En synthèse, l'exploitant contrôle d'abord si les déchets proviennent d'un chantier à risque (site industriel, station-service, site référencé sur Basias (base de données sur les sites industriels) ou Basol (base de données sur les sites et sols pollués). Il réalise si besoin une visite de chantier et transmet le Document d'Acceptation Préalable (DAP) / Bordereau de Suivi de Déchets (BSD) au client. S'il existe une présomption de contamination, des test de lixiviation sont réalisés préalablement par le producteur du déchet.</p> <p>En complément, l'exploitant fait procéder à des contrôles en interne (test de lixiviation additionnels) sur les déchets admis :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Prélèvements toutes les 1000 tonnes pour les chantiers diffus (mais ne concerne pas le site de Sainte Hélène) ; - Prélèvements toutes les 3000 tonnes sur un même gros chantier. <p>Les prélèvements sont ensuite envoyés à un laboratoire. Les résultats d'analyses sont ensuite vérifiés par un bureau d'études spécialisé qui valide le caractère inerte ou non du déchet. Les résultats d'un contrôle interne ont été présentés en séance.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Remblayage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/10/2021, article 3.3.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Document préalable
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ; • le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;

<ul style="list-style-type: none"> • le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ; • l'origine des déchets ; • le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe de la Décision n° 2000/532/CE du 03/05/00 ; • la quantité de déchets concernée. <p>Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 8.2.2.2.</p> <p>Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires le cas échéant.</p> <p>La durée de validité du document précité est d'un an au maximum.</p> <p>Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.</p>
<p>Constats :</p> <p>En séance, il a été réalisé un contrôle par sondage d'un Document d'Acceptation Préalable (DAP) / Bordereau de Suivi de Déchets (BSD). Ce contrôle n'a pas révélé de non-conformité, l'ensemble des attendus réglementaires figurant sur le document examiné.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 6 : Remblayage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/10/2021, article 3.3.2.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles d'admission</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant de l'installation.</p> <p>Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.</p> <p>Avant d'être poussés en remblayage, les matériaux apportés sur le site doivent être déchargés préalablement dans une zone distincte.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique qu'un contrôle des documents d'accompagnement ainsi qu'un premier contrôle visuel sont réalisés par l'opérateur de pesée à l'arrivée sur le site de Gilly sur Isère.</p> <p>Sur le document d'accompagnement examiné (bon du client) figurait bien le numéro du DAP (Document d'Acceptation Préalable) associé au mouvement du déchet. Ce document était également tamponné par le site de Sainte Hélène.</p> <p>Un second contrôle visuel est réalisé à l'arrivée sur le site de Sainte Hélène lors de l'opération de déchargement du camion sur un secteur dédié du quai de déchargement afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 7 : Remblayage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/10/2021, article 3.3.2.5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Accusé-réception</p>

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En cas d'acceptation des déchets, l'exploitant délivre un accusé d'acceptation au producteur des déchets en complétant le document préalable prévu ci-avant par les informations minimales suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • la quantité de déchets admise, exprimée en tonnes, • la date et l'heure de l'acceptation des déchets.
Constats : A l'issue de l'opération de pesée des déchets sur le site de Gilly, l'exploitant remet au transporteur un bordereau de livraison. Ce document à en-tête Granulats Vicat est daté et reprend le numéro de ligne du registre chronologique d'admission (électronique). Figurent également la quantité de déchets admise (exprimée en tonnes), la nature et le code déchets à six chiffres ainsi que la date et l'heure de l'acceptation des déchets. Par ailleurs, le Document d'Acceptation Préalable (DAP) / Bordereau de Suivi de Déchets (BSD) est également complété par l'exploitant à destination du producteur des déchets.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Remblayage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/10/2021, article 3.3.2.6
Thème(s) : Risques chroniques, Registre d'admission
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 3.3.2.6 : L'exploitant tient à jour un registre d'admission, éventuellement sous format électronique, dans lequel il consigne pour chaque chargement de déchets présenté : <ul style="list-style-type: none"> • la date de réception, • la date de l'accusé d'acceptation des déchets, • le nom et les coordonnées du producteur des déchets, • le nom et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R.541-53 du code de l'environnement, • le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe de la décision 2000/532/CE de la Commission du 3 mai 2000 remplaçant la décision 94/3/CE établissant une liste de déchets en application de l'article 1er, point a), de la directive 75/442/CEE du Conseil relative aux déchets, • la quantité de déchets admise, exprimée en tonnes, • le résultat du contrôle visuel et olfactif et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement, • en cas de remblayage avec les déchets admis, la localisation du stockage des déchets admis sur le plan de suivi du remblayage (cf. §I de l'article 3.1.4.4), • le cas échéant, le motif de refus d'admission. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Comme vu dans les points de contrôle ci-avant, l'exploitant renseigne un registre chronologique d'admission des déchets utilisés en remblayage. L'examen du registre a montré une erreur concernant le libellé "code déchet" renseigné dans le registre chronologique d'admission des déchets : 17 05 32 en lieu et place du code 17 05 04.

<p>De même, le numéro de récépissé du transporteur réalisant le mouvement de déchets n'est pas répertorié dans ce registre. Cependant, concernant cette prescription, l'article R.541-50 (modifié par le décret n° 2021-1395 du 27 octobre 2021 relatif à la gestion des huiles usagées et à la responsabilité élargie des producteurs d'huiles minérales ou synthétiques, lubrifiantes ou industrielles) , en vigueur depuis le 01/01/2022, dispose que :</p> <p>" I. Les personnes qui souhaitent exercer une activité de collecte ou de transport de déchets doivent déposer une déclaration auprès du préfet du département où se trouve leur siège social, s'il s'agit d'une personne morale, ou leur domicile, s'il s'agit d'une personne physique [...]. "</p> <p>mais que :</p> <p>" II. Sont exemptés de cette obligation de déclaration :</p> <p>[...] 3° Les personnes qui collectent ou transportent des terres non souillées, des déchets de briques, de béton, de tuiles, de céramiques et d'autres matériaux de démolition propres et triés, des gravats et des pierres ; [...]"</p> <p>Dès lors, le numéro de récépissé du transporteur n'est plus requis.</p> <p>Observations : Il est demandé à l'exploitant de procéder, sous un délai de 15 jours, à la correction du libellé code déchet dans le registre chronologique d'admission des déchets inertes.</p> <p>Par ailleurs, dans le cadre de l'application de la directive cadre déchets révisée en 2018 et de la loi relative à la lutte contre le gaspillage et l'économie circulaire du 10 février 2020, la traçabilité des déchets se renforce et est étendue aux terres excavées et sédiments ayant ou non le statut de déchet. Cette traçabilité change aussi de format pour évoluer vers un support électronique. Dans le détail, le décret n° 2021-321 du 25 mars 2021 relatif à la traçabilité des déchets, des terres excavées et des sédiments prévoit la mise en place d'un registre national des terres excavées et des sédiments (RNTDS), afin d'enregistrer, par l'intermédiaire d'un téléservice, les données relatives à la traçabilité des terres excavées et sédiments transmises par les personnes produisant ou traitant des terres excavées et sédiments, y compris les personnes effectuant une opération de valorisation de terres excavées et sédiments et les personnes exploitant une installation de transit ou de regroupement de terres excavées et sédiments.</p> <p>Les informations transmises au registre national des déchets et au registre des terres excavées et sédiments sont les informations constituant les registres chronologiques, définies par l'arrêté du 31 mai 2021.</p> <p>Pour autant, afin que l'ensemble des acteurs concernés par les obligations de traçabilité électronique issues du décret susvisé puissent appréhender progressivement les nouveaux outils mis à disposition, la période de tolérance initialement mise en place du 1er janvier au 30 juin 2022, est prolongée de 6 mois et s'achèvera au 31 décembre 2022.</p> <p>Pour les personnes devant effectuer une déclaration au RNTDS, la tenue des registres chronologiques et leur conservation est obligatoire tant qu'ils n'ont pas été transmis au registre électronique national précité.</p> <p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>
--

N° 9 : Remblayage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/10/2021, article 1.3.3 et 1.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 1.3.3 : Avant la mise en activité de l'installation dans les conditions prévues par le présent arrêté,

<p>l'exploitant adresse au Préfet :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'environnement ; • la valeur datée du dernier indice public TP01. <p>Article 1.3.4 : Le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article 1.3.3.</p> <p>Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'environnement. [...]</p> <p>Constats : Par courrier du 08/03/2022, adressé au préfet de la Savoie ainsi qu'au service d'inspection des installations classées (ICPE), l'exploitant a attesté de la constitution des garanties financières prescrites par son arrêté complémentaire d'octobre 2021 (préalablement à l'admission de déchets inertes pour remblayage du plan d'eau).</p> <p>A cet effet, l'original d'un acte de cautionnement solidaire pour un montant de 513 323 €, avec date d'effet au 03/02/2022 (date d'émission) et une date d'expiration fixée au 31/12/2022 a été joint au courrier susvisé, accompagné d'un calcul relatif à l'actualisation du montant des garanties financières prescrites (503 154 €) pour la période 2021/2022 compte tenu de l'évolution de l'indice TP01.</p> <p>Observations : A noter qu'en application de l'article 1.3.4 susvisé, le renouvellement des garanties financières pour la phase 2023/2027 devra intervenir au moins trois mois avant la date d'échéance du document précité, soit pour le 30/09/2022.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 10 : Protection des ressources en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/10/2021, article 2.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des eaux souterraines
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant surveillera au moyen de 3 piézomètres (voir plan annexe 5) l'impact de son activité sur les eaux souterraines. Ces piézomètres seront implantés selon le sens d'écoulement de la nappe, dont au moins un en amont et les autres en aval hydraulique du site.</p> <p>Une fois par trimestre, une mesure du niveau piézométrique sera réalisée sur chacun des piézomètres. Quatre fois par an ces mesures sont effectuées par un organisme (ou une personne) compétent.</p> <p>Une fois par trimestre les mesures ou analyses des paramètres suivant seront réalisées sur au moins trois piézomètres dont au moins un en amont et les autres en aval hydraulique du site : pH, température, conductivité, oxygène dissous, DCO, hydrocarbure (C10 à C40), HAP, BTEX, 8 métaux (As, Cd, Cr, Cu, Hg, Ni, Pb, Zn), Fe, Mn, Chlorure, fluorure, sulfate, indice phénols, COT.</p> <p>Les analyses sont effectuées par un organisme (ou une personne) compétent. Sur demande de</p>

l'exploitant, l'inspection pourra faire évoluer la périodicité des mesures et les paramètres à contrôler en fonction des résultats obtenus.

Constats :

L'exploitant procède à une surveillance de l'impact de son activité sur les eaux souterraines. Le dernier plan d'exploitation transmis (à jour du 04/10/2021 soit antérieurement au dernier arrêté préfectoral complémentaire du 25/10/2021 modifiant les conditions de surveillance) fait état de la présence d'un puit n° 1 et de l'implantation de deux piézomètres (n° 1 et 2, respectivement à l'amont et à l'aval du plan d'eau).

L'examen des bilans annuels 2020 et 2021, réalisés par le bureau d'étude CPGF-HORIZON pour le compte de l'exploitant, n'appelle pas d'observation particulière de la part du service d'inspection ICPE. Le suivi du niveau de la nappe a montré une évolution piézométrique homogène en fonction des conditions climatiques. Par ailleurs, les campagnes annuelles d'analyses ont montré une très bonne qualité des eaux souterraines. Ces dernières n'ont donc pas été affectées par les activités de la gravière.

Depuis l'année 2022, le suivi qualitatif et quantitatif des eaux souterraines a été confié au bureau d'étude Améten.

Afin d'attester de la mise en place d'un suivi répondant aux nouvelles prescriptions, l'exploitant a présenté en séance copie d'un rapport Améten relatif aux résultats de la campagne d'analyse trimestrielle réalisée le 06 avril 2022. L'examen de ce document montre que :

- Les travaux ont débuté le 10/03/2022. Aussi, la campagne réalisée le 06 avril dernier correspond à la première campagne trimestrielle de l'année 2022 ;
- L'exploitant a mis en place un réseau de suivi des eaux souterraines composé du "Puits 1 ou PZ1" (correspondant à l'ouvrage situé en amont hydraulique et nommé "SSH PZ1" dans l'annexe 5 de l'arrêté préfectoral complémentaire d'octobre 2021) et de deux piézomètres "PZ2" et "PZ3" (implantés à l'aval hydraulique) ;
- La piézométrie indique un sens d'écoulement des eaux en direction du Sud/Sud-Ouest vers le ruisseau "l'Aitelène" qui est le drain hydrogéologique du secteur (ancien lit de "l'Isère") ;
- Le référentiel de contrôle est basé sur l'arrêté ministériel du 11/01/2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine (modifié par l'arrêté ministériel du 04/08/17) ainsi que le Système d'évaluation de la qualité des eaux souterraines (SEQ-Eau souterraine) ;
- La liste des paramètres analysés est conforme aux dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire susvisé ;
- Les résultats d'analyses indiquent le respect des valeurs limites et seuils de qualité de l'arrêté du 11/01/2007 susvisé à l'exception du Fer et de la turbidité sur l'ouvrage amont de même que des traces de HCT sur ce même ouvrage.

Ces constats ne sont donc pas imputables aux activités du site de la carrière.

L'exploitant a par ailleurs indiqué qu'une nouvelle campagne d'analyse était planifiée sur le mois de juin 2022.

A noter cependant que le réseau de suivi présenté en figure 2 du rapport Améten ne correspond pas en tout point au réseau prescrit dans l'annexe 5 de l'arrêté préfectoral susvisé (présence d'un second ouvrage PZ1...). De plus, l'ouvrage PZ3 semble avoir finalement été déplacé plus en aval (comme formalisé dans l'annexe) mais l'exploitant a évoqué en séance l'implantation d'un nouveau piézomètre vers le point "l'Aitelène" ?

Observations : Les éléments relatifs au réseau de suivi de la qualité des eaux souterraines nécessitent d'être explicités/justifiés par l'exploitant. Par ailleurs, transmettre un plan du réseau de suivi actualisé. **Echéance : restitution des résultats de la campagne du mois de juin 2022**

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Protection des ressources en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/10/2021, article 2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des eaux superficielles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant surveillera au moyen de 5 points de prélèvements (voir plan annexe 5) l'impact de son activité sur les eaux superficielles.</p> <p>Durant la période de dépôt (travaux), une fois par mois les mesures ou analyses des paramètres suivant seront réalisées : pH, température, conductivité, oxygène dissous, DCO, MES, PCB, hydrocarbure (C10 à C40), HAP, BTEX, 8 métaux (As, Cd, Cr, Cu, Hg, Ni, Pb, Zn), Fe, Mn, Chlorure, fluorure, sulfate, indice phénols, COT.</p> <p>Hors période de travaux, ces mesures et analyses seront réalisés une fois par trimestre. Sur demande de l'exploitant, l'inspection pourra faire évoluer la périodicité des mesures et les paramètres à contrôler en fonction des résultats obtenus.</p> <p>Les analyses sont effectuées par un organisme (ou une personne) compétent.</p>
<p>Constats : L'exploitant procède a une surveillance de l'impact de son activité sur les eaux superficielles. L'examen des bilans annuels 2020 et 2021, réalisés par le bureau d'étude CPGF-HORIZON pour le compte de l'exploitant, n'appelle pas d'observation particulière de la part du service d'inspection ICPE. Les résultats d'analyses indiquent une très bonne qualité des eaux du plan d'eau. Ces dernières n'ont jusqu'alors pas été affectées par les activités de la gravière. Depuis l'année 2022, le suivi qualitatif des eaux superficielles a également été confié au bureau d'étude Améten.</p> <p>Afin d'attester de la mise en place d'un suivi répondant aux nouvelles prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire d'octobre 2021, l'exploitant a présenté en séance copie d'une note de synthèse "Améten" du 15/06/2022 relative aux campagnes mensuelles en phase travaux des 4 et 23 mai 2022 (nommées "C2" et "C3"). L'examen de ce document montre que:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les travaux ont débuté le 10/03/2022. Les deux campagnes réalisées en mai 2022 correspondent au suivi mensuel prescrit en phase travaux (opérations de remblayage) ; - L'exploitant respecte les nouvelles prescriptions et réalise le suivi de la qualité des eaux superficielles au moyen d'un réseau composé de 5 points de prélèvements (deux en amont, un dans la gravière et deux à l'aval hydraulique) ; - Le référentiel de contrôle est basé sur l'arrêté ministériel du 11/01/2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine ainsi que le Système d'évaluation de la qualité des eaux superficielles (SEQ-Eau version 2) ; - La liste des paramètres analysés est conforme aux dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire susvisé ; - Les résultats d'analyses indiquent que les activités du site de la gravière n'ont pas d'impact sur la qualité des eaux superficielles ; <p>Par ailleurs, l'exploitant a procédé à une campagne d'analyses des eaux superficielles lors de la campagne du 06/04/2022 (nommée "C1"). Les résultats attestent d'une qualité "bonne à très bonne" des eaux superficielles au regard du SEQ-Eau mis en œuvre.</p> <p>L'exploitant a par ailleurs indiqué qu'une nouvelle campagne d'analyses était planifiée sur le mois de juin 2022.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Réglementation générale

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4 – Point V
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration annuelle des émissions de polluants et déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : V. - L'exploitant d'une carrière visée à la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées est tenu de déclarer les informations mentionnées au point 9 de l'annexe III.
Constats : L'exploitant de la carrière procède annuellement à la déclaration des émissions de polluants et déchets sur l'applicatif ministériel GEREP. En complément, il procède également à la déclaration des informations mentionnées au point 9 de l'annexe III (communément appelé "Enquête annuelle carrière"). La production annuelle maximale prescrite est respectée. Par ailleurs, la déclaration confirme l'absence d'admission de quantités de déchets inertes en vue d'opérations de remblayage sur l'année 2021. L'examen de la déclaration 2022 au titre de l'exercice 2021 n'appelle pas d'observation de la part du service d'inspection et a fait l'objet d'une validation le 22/06/2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet